

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROPOSITION DE LOI

visant à adapter les seuils de notification des concentrations économiques en Corse afin de préserver la concurrence locale

Exposé des motifs

La Corse, en raison de son insularité, de la petite taille de son marché et d'une forte concentration sectorielle, présente des caractéristiques économiques spécifiques. Ces particularités entraînent des risques accrus de verrouillage de certains marchés stratégiques (carburants, grande distribution, déchets, logistique, etc.), au détriment de la concurrence et du pouvoir d'achat des consommateurs.

Dans son avis n° 20-A-11 du 17 novembre 2020, l'Autorité de la concurrence a signalé que certaines opérations à fort impact local échappaient à tout contrôle ex ante faute d'atteindre les seuils de chiffre d'affaires actuellement prévus à l'article L. 430-2 du code de commerce.

Afin de corriger cette lacune et de permettre à l'Autorité de la concurrence d'exercer pleinement sa mission de régulation dans ce territoire à l'équilibre économique fragile, la présente loi instaure des seuils spécifiques de notification des concentrations pour la Corse, applicables immédiatement, tout en habilitant le pouvoir réglementaire à les adapter ultérieurement si nécessaire.

Article 1er

L'article L. 430-2 du code de commerce est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les opérations de concentration concernant principalement des activités exercées en Corse, est soumise aux dispositions des articles L. 430-3 et suivants du présent titre toute opération de concentration, au sens de l'article L. 430-1, lorsque sont réunies les trois conditions suivantes :

- le chiffre d'affaires total mondial hors taxes de l'ensemble des entreprises concernées est supérieur à vingt millions d'euros ;
- au moins deux d'entre elles réalisent chacune un chiffre d'affaires hors taxes supérieur à cinq millions d'euros en France ;
- l'opération n'entre pas dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil, du 20 janvier 2004, précité.

Ces seuils peuvent être modifiés par décret en Conseil d'État, après avis de l'Autorité de la concurrence, afin de tenir compte de l'évolution des caractéristiques économiques du marché insulaire. »

« Lorsque deux au moins des parties à la concentration exploitent un ou plusieurs magasins de commerce de détail situés principalement en Corse, est soumise aux dispositions des articles L. 430-3 et suivants toute opération de concentration, au sens de l'article L. 430-1, lorsque sont réunies les trois conditions suivantes :

- le chiffre d'affaires total mondial hors taxes de l'ensemble des entreprises concernées est supérieur à vingt millions d'euros ;
- le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France dans le secteur du commerce de détail par deux au moins des entreprises concernées est supérieur à cinq millions d'euros ;
- l'opération n'entre pas dans le champ du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil, du 20 janvier 2004, précité. »

Article 2

Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux opérations pour lesquelles une réalisation ou un accord est intervenu à compter du premier jour du troisième mois suivant sa promulgation.